

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article 31 , partie I de la Constitution

Déposée par Monsieur Dominique de Villepin

Qualité : - Membre

Article 31 : La mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

1) **Sans préjudice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de leur sécurité publique**, l'Union assure un espace de liberté, de sécurité et de justice:

- par l'adoption de lois et de lois- cadre visant notamment à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la deuxième partie de la Constitution ;
- en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;
- par une coopération opérationnelle de l'ensemble des autorités compétentes des Etats membres pour la sécurité intérieure.

2) Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article [4, partie II] de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol, conformément à l'article [22, partie II] de la Constitution.

3) **Toute proposition d'acte, adoptée en vertu de la présente constitution, ayant des implications sur la réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, doit être examinée par les enceintes du Conseil compétentes pour la mise en œuvre du présent article.**

4) Dans le domaine de la coopération policière **et douanière et pour réaliser un espace judiciaire en matière pénale**, les Etats membres disposent d'un droit d'initiative selon les modalités prévues à l'article [8, partie II] de la Constitution.

Explication éventuelle : Le premier amendement vise à reprendre dans la première partie du traité le contenu de l'actuel article 33 du TUE.

Le second vise à préserver la spécificité du Conseil JAI qui doit être notamment en mesure d'examiner toute proposition d'acte contenant des dispositions de droit pénal.

l'étape de la « coopération judiciaire en matière pénale » est désormais dépassée en raison des progrès accomplis pour rapprocher les législations. Les objectifs fixés par la Constitution vont d'ailleurs bien au delà de la coopération.